

## LA MICROFINANCE, AUJOURD'HUI

JACQUES ATTALI\*

**L**a pauvreté pourrait être vaincue mondialement par un développement généralisé et professionnel de la microfinance qui constituera aussi, dans l'avenir, un formidable marché pour les banques commerciales. Tel est le résumé de ce que laissent comprendre aujourd'hui les progrès de cette nouvelle dimension de l'industrie financière.

Aujourd'hui, les 1 % des terriens les plus riches gagnent autant que les 57 % les plus pauvres ; 1,3 milliard de personnes survivent avec moins de 1 dollar par jour et 3 milliards de personnes avec moins de 2 dollars ; 825 millions de personnes, dont 200 millions d'enfants de moins de 5 ans, souffrent de la faim. Les femmes, qui ne gagnent qu'un tiers du revenu mondial et possèdent moins de 10 % des actifs, représentent deux tiers des analphabètes et deux tiers des plus

pauvres. La pauvreté est cumulative : les pauvres n'ont accès ni aux soins qui leur permettraient de travailler, ni à l'éducation qui leur permettrait d'améliorer leurs compétences, ni à la banque qui leur permettrait de prendre des risques.

La pauvreté semble diminuer : la proportion de la population mondiale vivant avec moins de 1 dollar par jour est passée de 40 à 21 % de la population mondiale au cours des décennies 1980-1990. En Chine, le PIB par habitant a été multiplié par cinq depuis 1981 et le pourcentage de personnes vivant dans un état de pauvreté absolue est passé de 64 à 17 %. Au total, d'ici à 10 ans, le nombre de personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour sera passé de 1,3 milliard à 913 millions.

Malgré cette évolution en apparence positive, en Afrique Subsaharienne, le nombre de personnes très pauvres ne

---

\* Président de PlaNet Finance.

cesse d'augmenter, atteignant 400 millions de personnes en 2015. Et dans 40 ans, si les tendances actuelles se poursuivent, près de la moitié de la population mondiale, soit environ 4 milliards d'individus, devra survivre avec moins de 2 dollars par jour.

De fait, la prise de conscience de la pauvreté commence à grandir, partout dans le monde. Beaucoup de gens, dans les pays riches, se rendent compte que le terrorisme se nourrit de la pauvreté autant qu'il l'aggrave, que la pauvreté aggrave le chômage dans les pays riches en pesant sur les salaires des travailleurs dans les pays émergents. Et, par ailleurs, ils commencent à comprendre que lutter contre la pauvreté constitue un marché rentable.

Très globalement, en effet, l'appareil mondial de production réalise que les plus pauvres peuvent, s'ils sont un peu aidés au départ, devenir des consommateurs solvables pour de nombreux produits. Aussi, commencent à surgir des produits très bon marché, réservés d'abord aux plus pauvres, mais qui, peu à peu, envahissent tous les marchés et sont convoités par tous les consommateurs. Ce fut d'abord le cas pour les vêtements. Cela l'est aujourd'hui pour les nouvelles technologies, qui proposent partout des objets nomades à bas prix et même des services nomades gratuits : presque tout le monde peut avoir un téléphone portable et télécharger gratuitement de la musique. Cela le sera demain pour l'automobile, l'agroalimentaire et, plus tard, même le logement. Les plus pauvres constitueront, par leur masse, un formidable champ d'expansion de l'industrie. C'est aussi le cas pour la finance, où il devient clair que les plus

pauvres, qui en étaient exclus par nature, peuvent constituer des clients très rentables et très sérieux. Les services financiers qui leur sont réservés portent le nom de microfinance. Elle est apparue comme une forme de solidarité entre les pauvres, exclus du système bancaire, mettant en commun leur épargne pour financer leur projet. Elle s'est ensuite beaucoup développée et est en train de devenir une part significative du financement du développement. Elle pourrait constituer le principal avenir du système bancaire mondial.

## LES DÉBUTS DE LA MICROFINANCE

Les plus démunis, c'est-à-dire 80 % des habitants de la planète, ne peuvent avoir accès aux services financiers proposés par les institutions financières classiques, car ils n'ont ni garantie à fournir, ni document d'identité à présenter, et parce qu'il n'existe pas, en général, de guichets de banque près de leurs lieux de résidence. Beaucoup d'habitants des campagnes ou des bidonvilles rêvent de se lancer dans une activité qu'ils savent rentable. Ils ont des idées, des talents et un esprit d'initiative. Mais personne ne leur prête de quoi créer leur entreprise.

Et pourtant, quand on leur permet d'emprunter pour les aider à démarrer une petite entreprise génératrice de revenus (microentreprise), sans rien leur demander en garantie, les plus pauvres apparaissent mieux capables que les riches de rembourser les crédits qui leur sont faits. Il faut, pour cela, sortir des

règles classiques de la banque et leur faire confiance, en leur prêtant de l'argent sans rien leur demander en garantie.

L'idée de prêter à intérêt aux plus pauvres n'est pas nouvelle. Elle existe déjà chez les Hébreux, il y a 3 000 ans, les seuls autorisés à prêter à intérêt par leur loi religieuse. On la retrouve bien plus tard, au XVI<sup>ème</sup> siècle, en Europe, quand le prêt à intérêt est autorisé par l'Église. Les prêts sur gages se multiplient alors sous forme de mutuelles. En 1840, l'Irish Loan Fund, fondé au début du XVIII<sup>ème</sup> siècle, a plus de 300 guichets à travers le pays. Au XIX<sup>ème</sup> siècle, apparaissent des caisses d'épargne et des crédits coopératifs pour les plus pauvres. En 1848, Friedrich Wilhelm Raiffeisen crée, en Suisse, pour protéger les paysans contre les aléas climatiques, la première coopérative, association qui se porte garante pour eux avec une caution de notables, en faisant appel à leur conscience sociale. À ses débuts, la coopérative achète du bétail et le prête aux paysans moyennant des taux modérés, puis elle prête directement de l'argent à des taux d'intérêt raisonnables aux paysans pour qu'ils achètent eux-mêmes le bétail. En France, les mêmes organisations apparaissent en 1865 et au Québec en 1900. Elles sont ensuite répliquées dans les pays colonisés ; la Indonesian People's Credit Banks (BPR) ouvre en 1895 ; d'autres organisations du même type apparaissent au même moment en Amérique Latine, pour mobiliser l'épargne, améliorer la productivité de l'agriculture et permettre aux paysans de s'unir contre les grands propriétaires fonciers. En Afrique, les systèmes traditionnels de tontine permettent de

mettre en commun l'épargne de leurs membres.

Mais ces systèmes ne suffisent pas à créer les conditions d'un financement de l'équipement des microentreprises pour acheter des semences, du bétail, des outils de travail pour les artisans, un stock pour des commerçants, ou des outils de travail pour toute autre activité productive.

En 1978, deux initiatives indépendantes et simultanées marquent la naissance d'un secteur nouveau pour financer les activités entrepreneuriales des plus pauvres, sans exiger d'eux des garanties.

Au Bangladesh, un jeune professeur d'économie rurale à l'université de Chittagong, Muhamed Yunus, rencontre 42 femmes obligées d'emprunter auprès d'usuriers pour acheter la paille nécessaire pour rempailler des chaises, avec un taux d'intérêt hebdomadaire de 10 %. Ne trouvant aucune banque pour leur prêter de quoi échapper à ces usuriers, il leur prête lui-même les quelques dollars nécessaires. Exactement au même moment, à l'autre bout du monde, un joueur de tennis américain, Joseph Blatchford, crée ACCION, une organisation non gouvernementale (ONG) visant à aider les plus pauvres à s'aider eux-mêmes ; il commence à installer des lignes électriques, à construire des écoles et des centres communautaires, puis ACCION décide de soutenir des microentreprises et des programmes qui les soutiennent.

En 1983, Muhamed Yunus crée la Grameen Bank, une banque réservée aux plus pauvres et détenue par ses emprunteurs, qui ne signent aucun contrat formel en échange de leur emprunt. Les clients sont à 96 % des femmes. Dès le

début de l'aventure, le taux de recouvrement approche les 99 %.

La même année, en Bolivie, est créé la Fondation pour la promotion et le développement des microentreprises (Prodem) qui commence par prêter de petites sommes à titre de fonds de roulement à des groupes de trois personnes ou plus. Au bout de 5 ans, le programme avait consenti plus de 27 millions de dollars de prêts d'un montant moyen de 273 dollars, à plus de 13 300 entrepreneurs, dont 77 % de femmes, avec un taux de remboursement voisin de 100 %. En 1992, Prodem passe du statut d'association à but non lucratif à celui de banque privée de dépôt et de crédit, sous le nom de Banco Sol. Elle accorde des prêts au logement, des fonds de roulement et du capital d'investissement ; elle reçoit des dépôts d'épargne à vue et à terme et organise un service d'assurance, de transfert de fonds et de cartes de crédit.

En Afrique, au même moment, sont créées des institutions de microfinance (IMF) inspirées du système des tontines encourageant les bénéficiaires à former des groupes solidaires, garanties de remboursement de chacun de ses membres. C'est d'abord le cas du Kenya Rural Enterprise Program (KREP) au Kenya, du Projet d'appui au développement des microentreprises (Padme) au Bénin et d'autres coopératives finançant les récoltes du coton, comme Kafo Giginew au Mali.

## LA MICROFINANCE, AUJOURD'HUI

Depuis lors, les institutions proposant des produits et des services finan-

ciers de proximité à des clients exclus du système bancaire formel se sont considérablement développées sous le nom d'IMF. Ces institutions ont des statuts très variés : mutuelles, coopératives, ONG, programmes d'associations humanitaires ou d'organisations internationales, filiales de banques commerciales. Les ONG se procurent des fonds, au travers de donations ou d'emprunts aux banques commerciales. Dans les mutuelles, les microentrepreneurs sont tout d'abord épargnants, puis à la fois épargnants et emprunteurs. Leur particularité est d'être construite à partir des bénéficiaires et les microentrepreneurs sont, en général, directement impliqués dans leur gouvernance. Certaines mutuelles peuvent collecter l'épargne de leurs clients ou du grand public. Selon le cadre légal des pays dans lesquels elles sont implantées, elles sont créées de façon libre ou réglementée et sont supervisées par des autorités monétaires ou par le ministère des Finances.

Depuis son apparition au milieu des années 1980, la croissance de la microfinance est considérable. En 1997, existent plus de 1 000 IMF qui touchent 7,5 millions de personnes. Cette année-là, est fixé l'objectif d'atteindre, en 2005, 100 millions des individus les plus pauvres du monde. L'objectif fut atteint. Il y a aujourd'hui 10 000 institutions touchant plus de 100 millions de microentrepreneurs. Plus encore : selon une étude du Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (CGAP), de janvier 2006, il y a environ 500 millions de pauvres emprunteurs ; 84 % sont en Asie et 50 % dans deux pays, la Chine et l'Inde ; mais les trois quarts sont clients d'institutions publiques,

dont les taux de remboursement sont très faibles. Seulement 100 millions d'emprunteurs peuvent être définis comme des microemprunteurs à des IMF. Le taux de remboursement dans les délais des microcrédits à des IMF est de 98 % contre environ 50 % pour les programmes publics. Aujourd'hui, 1 milliard de dollars par an est engagé dans le secteur de la microfinance, pour un total des encours de 20 milliards de dollars environ.

Depuis 25 ans, les IMF se sont beaucoup formalisées et commencent à être gérées de façon professionnelle, utilisant les mêmes procédures et systèmes d'information que les banques commerciales. D'abord principalement axée sur l'offre de microcrédit, la gamme de services proposés s'est élargie et diversifiée vers le crédit logement, le crédit éducation, le transfert d'argent, la microépargne et la micro-assurance qui couvre les risques de maladie, de décès et de catastrophes naturelles.

Ces institutions sont encore, pour la plupart, petites, pas assez professionnelles et mal réparties. Les plus petites ont quelques centaines de clients. La plupart d'entre elles ne s'équilibrent pas financièrement et leur durée de vie ne dépasse pas 5 ans pour la moitié d'entre elles. Les plus grandes ont plusieurs millions de clients.

Les plus grandes IMF du monde sont en Asie : 9 des 10 plus grandes sont en Asie de l'Est, 3 d'entre elles sont au Bangladesh ; la plus grande est en Indonésie. La première, Grameen Bank, au Bangladesh, est aujourd'hui présente dans 36 000 villages et prête à plus de 5 millions de clients, dont 96 % de femmes, avec un taux de

recouvrement de 99 %, en prêts de 100 dollars en moyenne et allant jusqu'à 10 dollars. Elle propose en particulier aux mendiants des prêts bonifiés et des prêts spécialement destinés à l'achat de couvertures et de moustiquaires : 42 000 mendiants bénéficient de ce programme. Elle offre aussi des bourses d'études aux jeunes dont la famille est l'un de ses membres, ainsi que des prêts aux étudiants qui souhaitent poursuivre leurs études dans le supérieur. En Inde, des milliers de programmes de microfinance existent, tous très petits. En Chine, la microfinance ne fait que commencer et les coopératives publiques cherchent à adopter les techniques de gestion de la microfinance.

En Amérique Latine, la microfinance est surtout développée au Mexique où les taux d'intérêt élevés lui assurent une très forte rentabilité, en Bolivie où son implantation est ancienne. ACCION est devenu l'un des premiers réseaux de microfinance mondiaux. Au Brésil, les plafonds mis aux taux d'intérêt limitent encore le développement de la microfinance. En Argentine, la microfinance ne fait que commencer.

En Afrique, on trouve la microfinance dans tous les pays politiquement stables : Bénin, Sénégal, Mali, Kenya. Tous les autres pays semblent prometteurs.

Dans les pays du Maghreb et du Moyen-Orient, la microfinance commence aussi à se développer ; elle constitue un formidable succès au Maroc, qui regroupe la moitié des microentrepreneurs du monde arabe. Elle commence à se développer en Égypte, en Jordanie, en Palestine.

Les critères de réussite sont : la stabi-

lité politique, la capacité de développer des structures bancaires indépendantes du pouvoir, et l'autorisation de fixer des taux d'intérêt élevés. Parfois, les taux d'intérêt sont en fonction des réussites des opérations commerciales, comme c'est le cas pour BINUM (Association des producteurs pour le développement) mis en place par une organisation paysanne régionale au Cameroun et la coopérative CreditFlorida qui dessert des petits producteurs de café au Pérou.

## L'IMPACT

Même s'il n'existe pas encore d'étude globale et planétaire, les études d'impact spécifiques existantes démontrent que la microfinance réduit la pauvreté et fait entrer les plus pauvres dans le système financier. Par exemple, il a été démontré que la microfinance explique 40 % de l'ensemble de la réduction de la pauvreté dans les zones rurales du Bangladesh et que 5 % des clients de la Grameen Bank sortent de la pauvreté tous les ans.

Même les institutions qui servent les plus pauvres réussissent à devenir financièrement viables. En fait, les IMF viables qui servent les plus pauvres sont même beaucoup plus efficaces que les institutions viables ciblant les segments les plus élevés du marché. Par exemple, l'Association for Social Advancement (ASA) au Bangladesh, qui dessert plus de 3 millions de clients, dont beaucoup sont des clients très pauvres lorsqu'ils souscrivent leur premier emprunt, a été reconnue comme étant l'IMF la plus efficace du monde, étant capable de

prêter à un coût de 3,5 centimes de dollars par dollar prêté. De même, la Bangladesh Rural Advancement Committee (BRAC), toujours au Bangladesh, avec son programme de génération de revenus pour le développement de groupes vulnérables, a touché, en 10 ans, environ 1 million de femmes ; deux tiers de ces femmes sont sorties de la pauvreté absolue et ne nécessitent plus d'aide du gouvernement ; et ce programme n'a coûté au total que 135 dollars par bénéficiaire.

De plus, les faits établissent que la microfinance favorise non seulement la lutte contre la pauvreté, mais aussi la participation des femmes aux décisions dans la société ; elle leur fait prendre confiance en elles-mêmes et aide à mettre en place des programmes de formation à l'hygiène. En particulier, plusieurs IMF en Afrique Subsaharienne proposent des programmes d'information et d'éducation sur la malaria et le VIH/sida, dispensés par leur propre personnel ou en coopération avec des organisations spécialisées.

## CE QUE FAIT PLANET FINANCE

Pour aider au développement de la microfinance, est lancée, en novembre 1997, l'idée d'une institution, PlaNet Finance, qui soutiendrait le développement de la microfinance en formant, finançant et auditant les institutions existantes et en aidant à la création de nouvelles institutions. PlaNet Finance est donc créée le 13 octobre 1998 comme une association à but non lucratif de droit français. Aujourd'hui, PlaNet

Finance est l'une des plus grandes organisations internationales de soutien à l'ensemble des IMF. Avec un siège à Paris, elle agit dans plus de 60 pays avec un réseau international d'organisations et de bureaux affiliés en Europe (Angleterre, Italie, Espagne, Belgique, Portugal), aux États-Unis, aux Émirats Arabes Unis (Dubai), en Amérique Latine (Mexique, Pérou, Argentine et Brésil), en Asie (Inde, Chine, Sri Lanka et Japon) et en Afrique (Maroc, Sénégal, Égypte, Madagascar et Bénin).

PlaNNet Finance contribue à la fois à la professionnalisation et au financement du secteur de la microfinance en proposant les trois principaux services suivants.

1 - Formation, assistance technique et services de conseil fournis aux IMF (ONG, coopératives, institutions financières régulées), réseaux nationaux de microfinance, gouvernements (définition des stratégies et mise en place de réglementations), banques intéressées par la création de filiales d'IMF ou souhaitant apporter leur soutien au secteur, à des institutions Apex et à des bailleurs de fonds qui investissent dans la microfinance. PlanNet Finance forme aussi les cadres des IMF, aide à rédiger les lois, conseille les banques, et fournit aux gouvernements et aux IMF des études de marché et des études d'impact permettant de mieux adapter leurs produits aux besoins du marché.

2 - *Rating* par l'intermédiaire d'une filiale indépendante, Planet Rating (dont PlanNet Finance est actionnaire majoritaire avec la Coface, la Caisse des Dépôts et Viel), qui note et assure la transparence des IMF. Planet Rating a fait plus de 100 *ratings* sur les cinq continents.

3 - Financement d'IMF sous forme de lignes de crédit par trois instruments : PlanNet MicroFund, pour les jeunes IMF, qui a déjà accordé plus d'une quarantaine de lignes de crédit ; un partenariat de lignes de crédit avec le fond ResponsAbility, pour les IMF matures ; et MicroCred, une société d'investissement en microfinance dont sont aussi actionnaires la Société Générale et la Société financière internationale (SFI). MicroCred vient de créer sa première filiale au Mexique.

En février 2006, le Groupe, composé de PlanNet Finance, de ses affiliés et de ses filiales, compte plus de 250 salariés.

## LES NOUVEAUX CHANTIERS DE LA MICROFINANCE

Pour lutter contre la pauvreté, quatre niveaux d'actions sont essentiels et complémentaires : l'ouverture du commerce, pour permettre aux États pauvres d'accéder plus facilement aux marchés mondiaux ; le financement de grandes infrastructures, pour faire face à la migration des populations rurales vers les villes ; la promotion de la démocratie, pour aider à la prise de conscience des enjeux ; et l'accès des plus pauvres aux services financiers.

Pour ce qui concerne la microfinance, elle devra se développer dans quatre directions : la professionnalisation et le financement des IMF ; la conversion en IMF des institutions publiques de crédit ; la création de filiales de microfinance par les banques commerciales ; et la réforme de la réglementation.

## **La professionnalisation et le financement des IMF**

Pour améliorer leurs capacités techniques, il faut aider les IMF à aller vers la pérennité financière (couvrir leurs coûts sans l'assistance des bailleurs), la pérennité organisationnelle (des procédures adaptées) et la pérennité opérationnelle (l'accès à un marché assez grand et à une gamme de produits permettant de satisfaire la demande). La microfinance devra être progressivement équilibrée et ne pas dépendre de bailleurs de fonds extérieurs, et donc attirer l'épargne de ses clients. Il faudra aussi développer de tous nouveaux produits, adaptés, tels que des services de microfinance en milieu rural, en matière de santé, des services de monétique ou de transfert de fonds, notamment issus de la migration, et des services plus complexes de microassurance. Il faudra encore faire beaucoup pour que les IMF mettent en place les technologies de l'information les plus sophistiquées, pour réduire les coûts et, en particulier, les taux d'intérêt qui restent très supérieurs à ceux des banques commerciales.

## **La conversion en IMF des institutions publiques**

Il faudra aider les banques coopératives et, en particulier, les banques rurales dépendant de l'État à prendre assez d'autonomie pour être gérées comme des IMF et augmenter leur taux de recouvrement de crédit ; cela permettrait de donner accès à des crédits à des millions de paysans, en particulier en Inde et en Chine. PlaNet

Finance a servi de conseil pour des opérations de ce genre au Mexique et en Chine.

## **La création de filiales de microfinance par les banques**

Les institutions bancaires commerciales seront de plus en plus tentées d'être associées à la microfinance. Certaines ont été créées par des programmes de microfinance, comme au Brésil, au Maroc, ou ailleurs. PlaNet Finance est engagé dans des programmes de ce genre en Bolivie, en Argentine, au Maroc, en Chine.

## **Des réformes de la réglementation**

Pour que la microfinance puisse se développer, il faut mettre en place une politique de supervision et de contrôle opérationnel qui garantisse des principes de professionnalisme et d'indépendance ; il faut mettre l'accent sur la structuration et la régulation du secteur tout en préservant son dynamisme. Il faut aussi choisir autour de quelles institutions, dans chaque pays, organiser la consolidation du secteur. Les ressources publiques ont un rôle majeur à jouer pour assurer le démarrage des IMF et pour financer la formation des cadres et la mise en place de réseaux efficaces. La microfinance doit, en permanence, mesurer son efficacité financière et son impact sur la pauvreté. On verra ainsi, peu à peu, des sommes de plus en plus considérables venir financer ce secteur.